

Cérémonie de clôture
de la troisième édition du programme Y4G « L'Etat c'est nous »

Campus des sciences sociales, USJ, 15 septembre 2023

*Allocution du Pr. Marie-Claude Najm
Doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques*

Monsieur le Recteur,
Monsieur le vice-président du Conseil des ministres,
Monsieur le ministre de l'Intérieur et des Municipalités,
Monsieur le mohafez de la ville de Beyrouth
Chers étudiants,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour clôturer la troisième édition du programme « Youth4Governance », lancé en septembre 2021 à la suite d'un partenariat entre l'USJ et SIREN Associates, et qui doit beaucoup aux efforts de Mme Carole Sharabati, de Mme Lamia Moubayed et du doyen Léna Gannagé.

Ce programme s'est concrétisé par un cours logé à la Faculté de droit mais ouvert à tous les étudiants, de l'USJ et d'ailleurs. Un cours au titre évocateur : « L'Etat c'est nous ».

Si nous sommes fiers de ce programme - et nous allons découvrir dans quelques instants les résultats qu'il a produits cette année - c'est parce qu'il repose sur l'action et la coopération, qu'il est mû par une volonté et une vision et, surtout, qu'il est porteur d'espoir.

L'action. L'action efficace et productive, là où d'autres, tant d'autres, même de bonne volonté, en sont restés aux paroles, aux slogans ou aux jérémiades. Le modèle qui vous est présenté, c'est un modèle d'engagement citoyen qui s'exprime dans des projets concrets et ciblés. Cette année, le projet a visé les centres d'immatriculation des véhicules au Liban, connus sous les noms de Nafaa.

Le choix était risqué et osé. Vous savez tous que les centres d'immatriculation des véhicules avaient été fermés à plusieurs reprises, notamment à la suite de deux dossiers délicats : d'une part, les poursuites et mandats d'arrêts lancés pour actes de corruption présumée d'un grand nombre de fonctionnaires ; d'autre part, le conflit opposant l'Autorité de gestion du trafic et des véhicules à son prestataire informatique, la société Inkript, qui a donné lieu à une décision du Conseil des ministres en 2022 et un avis de la Cour des comptes le 31 août dernier, et aux toutes récentes négociations qui ont abouti à la réouverture de la Nafaa, et dont nous ne connaissons pas encore tous les tenants et les aboutissants.

La coopération. Des étudiants de toutes disciplines ; droit, sciences politiques, marketing, mathématiques, anthropologie, génie, informatique... Des étudiants de toutes universités : cette année, aux côtés des étudiants de l'USJ, leurs camarades de l'Université Libanaise, l'AUB, la LAU, la NDU et la Sagesse. Tous ont joint leurs efforts à ceux des fonctionnaires de l'administration restés sur place, des quelques 30 officiers des FSI, et de l'équipe de SIREN. A Nafaa, les étudiants se sont répartis en plusieurs groupes : archivage – et vous verrez dans un instant l'état dans lequel se trouvaient les archives –, technologie (digitalisation et intelligence artificielle), recherche et analyse sur le statut de cet établissement public, et son autonomie administrative et financière...

La volonté. La volonté de ne pas céder au défaitisme, au fatalisme ou à l'indifférence. Cette volonté n'aurait pu exister sans vision. Si l'effondrement des institutions de l'Etat a permis de mesurer une chose, c'est bien le besoin d'Etat. Non pas un Etat omniprésent, qui étouffe les initiatives privées, mais un Etat qui assure à sa population les services essentiels dans la dignité et l'égalité, non qui pousse à quémander ces bienfaits auprès des partis politiques et des chefs de communautés.

L'espoir, enfin. L'espoir de redémarrer l'administration lorsque tant d'administrations sont à l'arrêt, à un moment où l'effroyable crise financière a vidé l'Etat de ses fonctionnaires les plus compétents, et surtout comment la redémarrer de manière à assurer sa transparence et son efficacité dans la durée.

Derrière cette action volontaire, mue par une vision et porteuse d'espoir, il y a des femmes et des hommes.

Merci au Général Ali Taha, au Lieutenant-Colonel Dargham Tarabay et au Capitaine Imad Khawli, qui étaient en charge de l'opération et qui étaient là avec leurs équipes au quotidien, aux côtés des jeunes, sur les différents fronts.

Merci à SIREN, et en particulier à Carole Sharabati, pour sa compétence et sa ténacité, sa disponibilité de tous les instants, son énergie communicative, sa réactivité inégalée. C'est sous ton impulsion, Carole, que les choses avancent.

Merci au Recteur Salim Daccache pour son soutien total au projet, et sa présence significative chaque année à la cérémonie de clôture.

Merci au ministre de l'Intérieur et des municipalités, et au mohafez de Beyrouth qui ont volontiers accepté, et facilité, cette immersion salutaire de nos jeunes au cœur de l'administration qui relève de leur autorité. Permettez-moi d'exprimer ici le vœu que vous pourrez lutter contre les interférences qui agitent les dossiers dont vous avez la charge...

Mes remerciements s'adressent enfin à tous les étudiants, de l'USJ et d'ailleurs, qui ont préféré, à un été plus confortable au bord de la mer ou dans les hauteurs plus fraîches de nos montagnes, faire l'expérience de l'administration publique et mettre leur talent, leur énergie et leur motivation au service de cette administration.

C'est donc naturellement en me tournant vers vous, chers étudiants, que je clôture ce mot. Réconciliez-vous avec l'Etat libanais que notre génération a longtemps délaissé, et que les intérêts politiques et privés ont pris en otage. Battez-vous pour l'extraire aux incompetents et aux criminels qui l'ont capturé. Dans cette résistance de l'intérieur, cette résistance culturelle et humaine de tous les petits instants, l'Université Saint-Joseph, et sa Faculté de droit, seront toujours à vos côtés.

Je vous remercie.